

Contre l'escalade guerrière israélienne soutenue par les grandes puissances

Israël étend sa guerre au Moyen-Orient : après la destruction de Gaza, le bombardement et l'invasion du Liban, des dizaines de milliers de morts, de blessés et des centaines de milliers de déplacés, il a attaqué des bases militaires en Iran, sous prétexte de riposter après les tirs de missiles iraniens. La politique belliqueuse de Netanyahu menace d'embraser toute la région.

Les guerres de Netanyahu et leurs cibles

L'État d'Israël prétend se défendre contre ce qu'il considère comme une menace : le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais ou la dictature des mollahs en Iran. Pourtant, il s'est bien souvent accommodé de ceux qu'il désigne aujourd'hui comme des ennemis. Les gouvernements israéliens successifs ont au départ soutenu le Hamas pour diviser les Palestiniens et l'ont ensuite laissé régner sur les Gazaouis enfermés. Ils se sont satisfaits que le Hezbollah réprime la contestation populaire au Liban en 2019, et n'ont pas bougé quand le régime iranien écrasait le peuple qui se révoltait en 2022 contre l'oppression des femmes et la misère.

La coalition d'extrême droite de Netanyahu entretient l'état de guerre pour ses propres intérêts et pousse son projet colonialiste de Grand Israël, c'est-à-dire l'annexion de nouveaux territoires en expulsant les populations arabes qui y vivent. Les victimes des guerres de l'État d'Israël sont d'abord les populations pauvres de Gaza ravagée, de la Cisjordanie occupée et du Liban.

Ce terrorisme d'État israélien est une vaste opération de « nettoyage ethnique », avec la technologie militaire moderne : les bombardements massifs, l'occupation militaire, l'exil forcé et interminable de près de deux millions de Gazaouis qui n'ont pas la possibilité de sortir de leur territoire exigü, le ciblage des hôpitaux et des écoles transformées en abris, la

famine provoquée par le blocage israélien de l'aide humanitaire et du ravitaillement. Les quelque 45 000 morts et 100 000 blessés de Gaza ne sont pas des cibles militaires. Et que dire des Libanais qui voient leur immeuble ou leur quartier réduit en cendres par l'aviation israélienne ?

L'hypocrisie des grandes puissances

Les guerres de Netanyahu ne sont possibles que par le soutien des grandes puissances, États-Unis en tête. Ils ne l'ont sans doute pas décidée, mais laissent faire, car l'administration américaine a besoin d'Israël comme d'un allié solide dans cette région stratégique. Et aujourd'hui Biden comme Trump espèrent peut-être tirer profit de l'affaiblissement de l'Iran pour renforcer leur domination sur le Moyen-Orient.

Le président américain et les dirigeants européens critiquent à demi-mot Netanyahu pour les massacres à Gaza et le risque de déstabilisation de la région – et de leurs intérêts. Pourtant ils ne font rien pour stopper Netanyahu, à commencer par cesser de fournir des équipements militaires à l'État d'Israël.

Macron joue au petit parrain colonial du Liban et parle de reconstruire ce que l'armée israélienne aura détruit, pour défendre l'influence française. Les grandes puissances impérialistes ne défendent que leurs positions économiques et stratégiques. Tout comme les pays arabes, qui se disent du côté des Palestiniens mais se moquent du sort des pauvres – à l'image du maréchal al-Sissi qui empêche les centaines de milliers de Gazaouis entassés à Rafah de pénétrer en Égypte.

Les Palestiniens et les Libanais écrasés sous les bombes ne peuvent compter que sur la solidarité des peuples révoltés par ces massacres et par leur propre condition sociale. Et sur celle que nous pouvons manifester ici, contre nos gouvernements complices. En refusant que ces guerres soient menées en notre nom, nous pouvons encourager tous ceux qui protestent au Moyen-Orient.

Retrouvez-nous en ligne !
Pour nous contacter,
consulter nos articles
et revoir nos meetings !



*Ce bulletin est le tien,
laisse-le où tu veux qu'il soit lu.
Prends contact avec nous
pour l'informer !*

Où en est le "me too" à l'hôpital ?

80 situations de violences sexistes et sexuelles (VSS) ont été signalées à des doyens de médecine durant l'année 2023-2024. C'est ce qu'a révélé mardi 8 octobre le Pr Benoît Veber, le Doyen des doyens, à l'occasion de la quatrième conférence de concertation sur les risques psychosociaux et les VSS. Ce chiffre est issu des réponses de 32 facultés de médecine, sur les 34 que compte la France. Parmi ces 80 cas de violences sexistes dont ont été informés les doyens, certains sont particulièrement "graves" et ont fait l'objet d'un signalement à la justice.

C'est un début, mais ces chiffres sont encore sous-estimés. Outre la prise en charge par les doyens ou les chefs de service de ces questions, il faudra aussi compter sur la mobilisation de tous les collègues. Ainsi à Toulouse, suite à la mobilisation du personnel du CHU, l'ARS Occitanie a suspendu l'affectation d'un interne condamné à Tours à cinq ans d'emprisonnement avec sursis probatoire pour des agressions sexuelles commises entre 2017 et 2020 alors qu'il était étudiant en médecine.

Sans avoir l'air d'y penser

5000 assurés des CPAM (*Caisse Primaires d'Assurance Maladie*) de Vendée et de Loire-Atlantique se retrouvent sans aucun versement d'indemnités journalières depuis plus d'un mois ! Donc, pas de salaire, ni de revenu de remplacement pour ces personnes. Un nouveau logiciel, "Arpège", utilisé sur ces départements, bloquerait le versement des Indemnités Journalières (IJ).

Le DG de l'Assurance Maladie se veut rassurant, il compte étendre l'utilisation de ce logiciel à l'ensemble des caisses. Bloquer les versements des IJ, voilà une sacrée source d'économie dans un contexte de resserrement des budgets! Il peut se le permettre, car il ne sera jamais dans les CPAM à devoir gérer les blocages et ratés de ses "solutions innovantes".

Ce gouvernement n'aGIPA pour augmenter nos revenus ? Agissons nous-même !

Le 24 octobre, le Ministère de la Fonction Publique annonçait la suppression de la GIPA (*Garantie individuelle du pouvoir d'achat*) pour 200 000 fonctionnaires. Le nouveau Ministre de la Fonction Publique Guillaume Kasbarian, fraîchement nommé par Michel Barnier, revient sur un acquis mis en place en 2008 pour pallier à la baisse de pouvoir d'achat.

Cette indemnité de 1500 à 2 000 € pour les infirmières et les enseignants entre autres, "il n'avait jamais été question de la pérenniser ad vitam æternam" selon Kasbarian.

Comble du mépris, la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGFAP) annonce une prime... de 6 centimes pour ne pas être en baisse par rapport au SMIC...

Avec le vote du budget pour 2025, le gouvernement se pose la question de faire des économies, il cherche des miettes chez ceux qui galèrent le plus plutôt que de remettre en cause les cadeaux de plusieurs centaines de milliards d'€ aux patrons de grandes entreprises ça par contre...

Barnier s'attaque aux arrêts maladies !

Toujours afin de boucler son budget sans s'en prendre aux milliards des riches, Barnier a eu une autre idée géniale : la chasse aux arrêts maladie "de confort" qui encourageraient à l'absentéisme.

À partir de 2025, en cas d'arrêt maladie, les fonctionnaires seront soumis à trois jours de carence au lieu d'un seul actuellement. C'est-à-dire que même, avec un certificat médical et un suivi avéré, leurs trois premiers jours d'absence ne seront plus payés ! Pour ensuite passer à une rémunération limitée à 90 % du salaire durant le reste de son temps d'absence.

Le gouvernement n'a visiblement rien retenu de la crise du COVID. Tout ce qu'on va gagner dans cette histoire, c'est que les fonctionnaires malades viendront tout de même travailler pour éviter de perdre de l'argent, prenant ainsi le risque de s'épuiser d'avantage ou d'exposer leurs collègues à des maladies contagieuses !

Jordan "Bardé Pas là" a manqué une occasion de se taire...

Jordan Bardella s'est immédiatement déclaré "favorable" au projet de durcissement des arrêts maladie pour les fonctionnaires de Barnier, déplorant lui aussi un supposé "absentéisme" qui paralyserait soi-disant les services publics. Il est gonflé ! En tant que député européen, il a brillé par son absentéisme au parlement à Strasbourg, au point qu'il y fut surnommé "Bardé Pas Là". Si on avait déduit tous ses jours d'absence injustifiés de son salaire, on aurait réalisé de belles économies !

Restes à charges invisibles qui bondissent, mépris du gouvernement

D'après une enquête parue le 23 octobre de France Assos Santé, une association de patients, les frais de restes à charge pour les patients affectés par des maladies chroniques liées à un handicap ou à une perte d'autonomie ont bondi de plus de 50 % en 5 ans !

En moyenne les restes à charges invisibles, donc à payer pour les patients, s'élèvent aujourd'hui à plus de 1 500 €. Conséquences : près de 50 % des patients renoncent pour des raisons financières à payer du matériel, des produits ou des traitements nécessaires pour mieux vivre. France Assos Santé s'inquiète d'une hausse de ses charges avec l'examen à l'Assemblée, du budget alloué pour 2025, notamment à la santé.

Cette hausse marque le mépris du gouvernement à l'égard des plus fragiles auxquels il cherche toujours à rendre la vie plus calamiteuse, en les faisant raquer toujours plus !.

La grève à Beaujon : un exemple à suivre !

À l'hôpital Beaujon à Clichy, c'est la grève depuis le 14 octobre. La raison ? Comme partout les conditions de travail : on manque de lits et de personnel, donc les plannings sont sans cesse chamboulés, ce qui épuise les collègues et dégradent la qualité des soins. Bien sûr la direction a largement eu recours aux "assignations" pour obliger les grévistes à rester à leur poste mais pour autant la grève est là et elle se voit : le hall a été redécoré par des banderoles, des drapeaux syndicaux et des piquets s'y tiennent. L'objectif de ces collègues de Beaujon est de s'adresser à tous les personnels de l'AP-HP. Nous avons les mêmes problèmes alors coordonnons-nous!

L'Assemblée Générale de Beaujon appelle donc à un rassemblement, ce mercredi 30 octobre 2024 à 14H30 à l'entrée de leur hôpital. Tous les collègues de l'AP-HP et les usagers y sont bienvenus.

Rejoignons-nous pour dire stop à la casse de notre bien commun qu'est l'hôpital !